

La voix de l'opposition de gauche

Le 14 avril 2018

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Cette causerie a été rédigée avant l'attaque américano-franco-britannique contre la Syrie, les articles traitant ce sujet ont été rajoutés ce matin.

Je n'ai pas le temps de tout commenter.

Ceux qui nous gouvernent sont des psychopathes fanatiques atteints de mégalomanie délirante, ce sont des monstres.

Si j'en trouve le temps un jour, je vous raconterai ce que vivent au quotidien les familles ouvrières indiennes que je côtoie et auxquelles je viens en aide comme je peux avec mes modestes moyens. Elles cumulent tellement de difficultés et font face à des conditions si angoissantes sans espoir d'en voir le bout un jour, ce dont elles ont conscience, que parfois les mots me manquent pour l'exprimer ou pour les soulager.

On leur concéderait une amélioration ici ou là que ce serait insignifiant au regard de tout ce qu'il leur resterait à supporter et qui m'horripile littéralement.

Quand je leur dis qu'il faudrait faire table rase du passé, elles me répondent spontanément en chœur, qu'il faudrait tous les tuer, ceux qui nous gouvernent ou détiennent le pouvoir, ce sont les mots qu'elles emploient en faisant signe de leur trancher la gorge.

Elles ont la haine du régime viscéralement ancrée en elles, il n'y a même pas besoin de leur insuffler, cela contraste avec la France où dès que vous tenez ce genre de discours vous passez pour un cinglé, un extrémiste... auprès des militants ! Alors je me dis oui, tu as raison, ton discours est légitime, il est dicté par les couches du prolétariat qui souffrent le plus de la survie du capitalisme, tu en es le porte-parole, surtout ne change rien, les faits te donneront raison un jour, et alors nous serons nombreux à nous y rallier. Ce jour n'est pas encore venu apparemment, c'est qu'on doit souffrir beaucoup plus ici que chez vous, simple constat. Surtout que cela ne vous empêche pas de passer un bon week-end.

Quelques réflexions politiques

Pourquoi le risque d'une nouvelle guerre mondiale est-il faible ?

Parce que le mouvement ouvrier n'a pas de direction, ils n'ont même pas eu besoin de le vaincre, il est quasiment neutralisé, il est sur une ligne corporatisme. Pourquoi ? La question qui tue celui qui ne tient pas à la poser et surtout pas à y répondre sous peine d'avouer qu'elle le concerne directement. Vous comprenez ce que je veux dire, n'est-ce pas ?

Ils ont pratiquement réussi à atteindre tous les objectifs qu'ils s'étaient fixés, sauf un, intégrer la Russie et la Chine dans leur stratégie qui nécessite plus de temps ; c'était plus facile avec des petits pays en les intégrant ou en les soumettant à des institutions supranationales, telle l'UE pour ce qui concerne la France.

La totalité des institutions financières ou politiques internationales qu'ils ont créées depuis 1945 servent leurs intérêts ou ont été autant d'étapes franchies vers l'instauration d'une dictature mondiale implacable, ce serait franchement dommage de prendre le risque de tout bousiller maintenant, même s'ils sont encore loin de l'objectif qu'ils se sont fixés. Et puis ils savent aussi bien que nous que la guerre a son pendant, la révolution.

Autrefois, la crise du capitalisme combinée à l'offensive du prolétariat (organisé) conduisait à une paralysie de l'économie ou à son effondrement et la menace d'une révolution prolétarienne existait sérieusement, ce qui les avait conduits à recourir à la guerre pour renforcer leur pouvoir et poursuivre leur politique ou passer à l'étape suivante. De nos jours la configuration de la situation ou les rapports entre les classes sont différents. On peut en tenir compte ou non ou tout confondre...

La tentation de recourir au totalitarisme faisait bien partie de leurs intentions.

Ils ne peuvent pas se permettre de laisser la lutte des classes jouer son rôle, parce qu'ils risqueraient de tout perdre, d'où la raison pour laquelle nous situons notre combat politique sur ce terrain-là. Donc elle est faussée par le rôle prépondérant que s'est attribué l'oligarchie, qui ne parasite pas seulement l'économie, mais aussi la politique, l'ensemble de la société, qui les étouffe, un peu comme pendant la guerre, par la guerre, elle est en guerre perpétuelle contre le reste de l'humanité, et son pouvoir de nuisance est gigantesque au point de pouvoir détruire des pays entiers ou massacrer leurs peuples. Ils sont donc opposés à la liberté d'expression, donc c'est bien un système totalitaire qu'ils envisagent d'instaurer à l'échelle mondiale.

Ce qui nous distingue de notre ennemi, c'est qu'il recourt à des moyens militaires, alors que nous non. On tomberait dans l'illégalité. Mais eux, de quelle légalité peut-il se réclamer pour vouloir bombarder la Syrie ou quand il livre des armes lourdes aux barbares pour massacrer des civils innocents, les prendre en otages pendant des années en les terrorisant au quotidien. Vive la libération de la Ghouta, vive le peuple syrien, vive la République arabe syrienne qui incarne la souveraineté et l'indépendance de la Syrie, même si on sait que sans l'aide de la Russie et de l'Iran, Bachar al-Assad ne s'en serait pas sorti. C'est une République bourgeoise laïque, tandis que les alliés sunnites des Américains et ses vassaux sont des monarchies archaïques, moyennâgeuses, gouvernées par des despotes dégénérés et barbares.

Bachar al-Assad est légitime comparativement à Macron qui ne l'est pas, et on dit ou on laisse dire que ce serait un tyran sanguinaire, c'est insupportable. Quelle lâcheté ! Et au nom de quel principe, s'il vous plaît ?

Quand on écoute Bachar al-Assad ou des ministres ou ambassadeurs, on se dit qu'ils sont parfaitement lucides, et que les cinglés ce sont ceux qui les accusent des pires crimes qu'en réalité ils ont eux-mêmes commis ou fomentés ce qui revient au même. La différence avec Macron, c'est qu'il n'a jamais voulu cela pour son peuple, contrairement à Macron qui vous souhaite le pire à tous. On voit que les rôles sont complètement inversés dans la manière dont ils sont présentés par les médias, ils répondent aux critères définis par l'Otan.

C'est un paradoxe qu'on en vienne à défendre l'unité et la souveraineté de la Syrie qu'incarne Bachar al-Assad, comme autrefois on défendait les mouvements de libération nationale et leurs dirigeants contre les différents impérialistes. C'est un aspect de la dialectique de la lutte de classe que certains ne comprendront pas ou condamneront au nom de leur dogme, ce qui nous laisse totalement indifférent, notre place est au côté du peuple syrien et non au côté de ses agresseurs. Et quand la paix sera revenue en Syrie et que le peuple syrien se retournera contre Bachar al-Assad, nous l'imiterons. Il n'y a là nulle contradiction ou nul opportunisme, nous nous en tenons à la réalité en toute circonstance sans jamais nous renier, voilà tout.

A défaut de passer au socialisme, le capitalisme putréfié enfante le totalitarisme à l'échelle mondiale.

Le capitalisme poussé à l'extrême engendre le totalisme et non le socialisme des réformistes, des ennemis du socialisme, qui l'aurait cru ? Voilà à quoi a conduit le révisionnisme du marxisme à l'adresse de ceux qui s'en accommodaient quotidiennement hier ou de nos jours.

Fin d'un règne, d'un régime, dit-on, non, la fin annoncée de la civilisation humaine si nous ne parvenons pas à les arrêter. Mais pour cela il faudrait commencer par arrêter de ménager ceux qui se sont compromis avec le régime en place, par rompre avec eux au lieu de continuer d'en être les complices à différents degrés.

Depuis plus d'un demi-siècle ou bien plus encore, ceux que l'on caractérisa si légèrement de gauche n'ont cessé en réalité d'entretenir mille liens avec le capitalisme et ses représentants (ou institutions) qui ont été systématiquement minimisés, sous-estimés, relégués au second plan. On en vint même, lors d'élections et pas seulement, à soutenir cette pourriture qui avançait masqué. Etc. etc. etc. Et tout cela pour la bonne cause nous disait-on le plus sérieusement du monde. Quand on observe où cela nous a mené, on est en droit d'en douter, c'est même fortement recommandé sous peine d'être nous-même broyé politiquement.

En réalité, le mouvement ouvrier ne cessa d'être droitié, réactionnaire tout au long de ces longues décennies, et il l'est plus que jamais en l'absence d'une direction révolutionnaire. On parle ici du PS et du PCF et leurs satellites, les dirigeants de tous les syndicats depuis un siècle, auxquels il faut ajouter ceux qui se définissaient comme l'avant-garde du mouvement ouvrier, et qui n'ont pas cessé non plus de leur faire la courte échelle ou de leur servir de cautions de gauche, j'en fus à une certaine époque, quand j'étais jeune, et je le regrette amèrement.

Il est tout à fait remarquable qu'on en soit arrivé au point de ne plus pouvoir faire confiance à absolument aucun dirigeant d'aucun parti dit ouvrier tant ils se sont fourvoyés et nous ont induits en erreur. Certains à l'esprit faible leur trouveront des circonstances atténuantes ou des vertus. N'auraient-ils pas permis de repousser de quelques décennies l'échéance inéluctable à laquelle nous devons être confrontés un jour ou l'autre avec l'avènement du néolibéralisme ou du totalitarisme ? N'aurions-nous pas mieux vécu durant cette période ? Oui, sans doute, pour certains mais pas tous, mais à quel prix exorbitant pour nombreux d'entre nous, sans parler de tous les peuples dont la condition ou le sort lié au nôtre un peu plus confortable fut la contrepartie épouvantable, pour faire bonne figure ou se donner bonne conscience, pour se faire passer pour des internationalistes prolétariens on soutiendra leurs luttes, ce qui devait éviter de se poser de nombreuses questions embarrassantes, comme si elles demeureraient en suspens éternellement, c'était se méprendre et faire preuve d'une grande ignorance ou inconscience car dorénavant elles sont à l'ordre du jour.

De même que les gouvernants du vieux monde s'enfoncent un peu plus chaque jour dans le mensonge et l'imposture, nos dirigeants ont choisi le déni en guise de réponse, ce qui augure des jours encore plus sombres sans espoir d'y mettre un terme un jour.

Dans la vie on peut se contenter de peu, c'est assurément le meilleur moyen de ne jamais obtenir davantage, de ne jamais s'élever à un niveau supérieur, de se condamner à une existence médiocre élevée au rang de vertu par ceux qui parlent en notre nom, vous comprendrez mieux pourquoi on leur dénie ce rôle, car on aspire à autre chose, à plus, à mieux.

On ne tolère pas qu'au nom des intérêts des uns, les intérêts des autres soient sacrifiés, enterrés. On ne tolère pas qu'au nom de je ne sais quel intérêt la quasi-totalité de nos aspirations ou droits soient bafouées. Car il faut bien admettre que de notre naissance jusqu'à notre mort absolument

tout le cours de notre vie nous est imposé, le plus souvent jusque dans les moindres détails ou ceux qu'on ne soupçonne même pas tellement on en est inconscient.

On aspire à la liberté nous dit-on, qu'il me soit permis d'en douter. En réalité, on n'est même pas foutu de définir ce qu'elle signifierait tant nos aspirations sont profondément enfouies sous un amoncellement d'illusions...

Le nouvel ordre mondial sera totalitaire ou ne sera pas.

Quand les médias sont devenus les leviers du totalitarisme et le légitiment.

- Brésil urgent : la démocratie assassinée par João Whitaker - legrandsoir.info 9 avril 2018

L'emprisonnement de Lula, décrété le 5 avril, marque l'apothéose d'un coup d'État minutieusement préparé et mis en route depuis 2014. La version des grands médias en Europe ne fait que reproduire celles des cinq grands groupes de communication brésiliens, tous dans les mains de cinq grandes familles, elles aussi impliquées dans le coup d'État.

legrandsoir.info/bresil-urgent-la-democratie-assassinee.html

Dégénérescence et corruption d'un intellectuel. Alors, on fraie maintenant avec le Crif et le totalitarisme.

- Attention, il fait Onfray. par Jacques-Marie Bourget - legrandsoir.info 9 avril 2018

Même dans la radicalisation individualiste égoïste et extrême droitière qui fait petit à petit notre France nouvelle, on n'avait jamais entendu une intervention aussi folle blessante et ordurière que celle que vient de livrer le sinistre Onfray à propos des Palestiniens qui ont été "des collabos de Hitler", de Mélenchon qui aurait eu naguère Ahmadinejad comme modèle, avec en passant une traduction d'un discours de l'ancien président d'Iran qui est un "fake". Tout y passe, le philosophe au petit pied nous fait sa grande rentrée de printemps. (...)

Voilà donc que dans une nouvelle livraison de sa pensée ris de veau (forcément crémeuse), Onfray déclare son amour au CRIF, ce qui est son droit. Mais pas celui de déformer les faits et l'histoire. Le petit docteur en philo nous explique donc, vous avez bien lu, que si les Palestiniens sont aujourd'hui un peuple sans terre c'est qu'ils furent nazis. Et sont justement punis de leur vieil engagement. (...)

Ainsi, avant de nous servir une tarte à la crème digne de BHL, pour nous prouver que les Palestiniens furent nazis, « le grand mufti de Jérusalem était un partisan des nazis et a fait le voyage à Berlin », il ignore que le maître de la Palestine de ce temps, sous joug britannique, n'était pas ce mufti mais Abdallah I le roi de Transjordanie. A propos de cet ignoble mufti, notons qu'il a quitté la Palestine en 1937 pour vivre entre l'Irak, le Liban et la Bosnie, ce qui est une position bien éloignée pour celui qu'Onfray présente comme une sorte d'Arafat du moment ! Charger tout un peuple des péchés de cet imam, c'est accuser tout le clergé français de collaboration avec l'Allemagne au prétexte que monseigneur Mayol de Lupe a été un nazi tricolore sous soutane. Allez Michel, on te pardonne. Dommage que tu n'aies pas eu assez de sous pour te payer un abonnement au Reader's Digest, tu aurais pu en apprendre des choses. Et Awni Abd al-Hadi ? Tu ne connais pas non plus ? Pourtant c'est un ancien de la Sorbonne, qui a contribué à la fondation du Fatah en 1911, un « modéré » mais tellement suivi par le peuple que les Anglais l'ont exilé au Caire. « Les Palestiniens collaborateurs des nazis entre 1930 et 1945 », je crois que même tes nouveaux amis du CRIF n'avaient jamais osé écrire une telle sottise car elle injurie l'histoire au-delà du raisonnable. Pour ce qui est de la « Légion musulmane » formée par le III e Reich et que tu évoques, elle ne n'était pas formée de Palestiniens mais d'amis de BHL, de musulmans de

Bosnie. Heureusement que tu n'as jamais enseigné dans une « université » autre que la tienne. Que de dégâts évités !

Autre petite leçon d'histoire. Si on te parle de ces dirigeants de l'extrême droite sioniste qui, pendant cette même guerre, ont eu la dégueulasse audace de tenter de « s'entendre avec le Berlin d'Hitler »... Par exemple pour « libérer la Palestine », est-ce que cela signifie que les autres juifs, pourchassés et torturés avant l'holocauste, étaient des amis d'Hitler ? Il y a eu de nombreux livres et travaux sur la collaboration avec les nazis de certains hommes ou femmes de confessions juive. Hanna Arendt n'a pas été la dernière à le noter. Pour moi, mettre en avant cette histoire sombre n'est en rien donner une explication à l'inexplicable : l'Holocauste. Elle conduit à vomir alors que le mieux est de laisser les morts enterrer les morts. Je ne cite l'anecdote tragique, le choix de ces juifs d'extrême droite prêts à s'allier avec les nazis que pour souligner l'odieux égarement d'Onfray. Les Palestiniens ne sont pas plus les acteurs de leur malheur que ces hommes et femmes de confession juive ne le furent dans la barbarie qui les a détruits.

Vraiment en forme, en ce printemps, Onfray s'en prend à Jean-Luc Mélenchon qui, si j'ai bien compris, fut le conseiller occulte, l'ami, la nounou d' Ahmadinejad, le flic qui a dirigé l'Iran pendant quatre ans, de 2005 à 2009. Voilà, à ce propos, ce que nous livre l'universitaire du soir :

« Dire que Ahmadinejad qui à l'époque voulait rayer Israël de la carte était un personnage très sympathique parce qu'il était un ennemi des Américains, ce sont quand même des choses dites par Mélenchon, eh bien ce sont des propos qu'on peut tenir comme ça en l'air, sans que ce soit extrêmement conséquent.

C'est très conséquent de défendre un individu qui veut rayer Israël de la carte, on ne peut pas défendre Ahmadinejad simplement parce qu'il est un opposant des États-Unis quand il a dit qu' il fallait rayer Israël de la carte, qu'est-ce que ça veut dire, c'est un propos qu'Adolf Hitler aurait pu tenir.

On ne peut pas dire d'un côté qu'Ahmadinejad est quelqu'un de défendable et de l'autre côté descendre en disant "le fascisme ne passera pas"...

Madame Knoll a été assassinée, c'est une chose qui n'est pas correcte, c'est pas correct mais je veux dire que monsieur Ahmadinejad il en aurait tué beaucoup des madame Knoll et des madame Halimi et des, et des, et beaucoup de gens qui ont été tués parce qu'ils étaient juifs !

Donc on ne peut pas d'un côté jouer comme ça faire le cadavre, faire le malin, faire le kéké, en disant "il faut boycotter Israël", "Ahmadinejad est un personnage intéressant bien qu'il veuille supprimer Israël de la carte" puis après descendre dans la rue et continuer à faire du ... (sic) en même temps en disant "on est là pour éviter les crimes antisémites" et cetera.

Eh bien non, le CRIF a eu raison, de dire à Mélenchon qu'il n'avait pas sa place ici, que les Insoumis n'avaient pas leur place ici, un peu de décence. »

Pardon pour le jargon, mais la phrase du maître exige la plume servile du scribe. Rendu à ce point je vous dois deux aveux, un, je n'ai aucune envie de partager une cabine de plage avec le chef des Fous de Dieu, deux, je ne parle pas le farsi. Sachant toutefois que la traduction du fameux discours du président iranien, qui voulait donc « rayer Israël de la carte », était de facture israélo-américaine, je me suis replié sur le savoir des sots : Wikipédia. Voilà ce que nous dit cette encyclopédie sans philosophes :

« En octobre 2005, lors d'un discours en l'honneur de l'Ayatollah Khomeiny Ahmadinejad a déclaré, reprenant les propos de ce dernier, que « ce régime qui occupe Jérusalem doit disparaître

de la page du temps », formule qui fut généralement rapportée en Occident sous la forme « Israël doit être rayé de la carte ».

Les commentaires d'Ahmadinejad ont été condamnés par la plupart des gouvernements occidentaux, l'Union européenne, la Russie, le Conseil de sécurité des Nations unies et le secrétaire général Kofi Annan. Les dirigeants égyptiens, turcs et palestiniens ont aussi exprimé leur inconfort face à cette remarque d'Ahmadinejad.

Une controverse sur la justesse de la traduction a ensuite vu le jour. Des spécialistes comme Juan Cole de l'Université du Michigan et Arash Norouzi du projet Mossadegh soulignant que la déclaration originale en persan ne signifiait pas qu'Israël devait être rayé de la carte, mais plutôt que le régime s'effondrerait de lui-même. »

Pour être précis ce Juan Cole, autre thuriféraire – avec Mélenchon - du président iranien, est bien mieux diplômé qu'Onfray, voici un petit CV : « "Juan" Cole est un universitaire américain, historien du Moyen-Orient moderne et d'Asie du Sud, commentateur politique, et intellectuel public. Il est professeur d'Histoire à l'Université du Michigan. » (...)

legrandsoir.info/attention-il-fait-onfray.html

Quand l'Agence Française de Propagande devient officiellement la voix du totalitarisme.

- Médias. Un nouveau PDG pour l'AFP - Liberation.fr 13 avril 2018

A l'arraché, Fabrice Fries a été élu jeudi PDG de l'Agence France-Presse pour cinq ans. Magistrat à la Cour des comptes, l'ancien président de Publicis Consultants, 58 ans, a obtenu les 13 voix du conseil d'administration (sur 18) nécessaires pour être intronisé au troisième tour de scrutin. Sans ce treizième suffrage, l'élection aurait été renvoyée à plus tard. Fabrice Fries est donc passé dans un trou de souris. Dans l'après-midi, les salariés de l'AFP, inquiets de la tournure du processus, avaient organisé un débrayage et demandé le report de l'élection.

Dans la dernière ligne droite, le soutien de l'Etat a été déterminant. «Il nous fallait quelqu'un de très business. Le parcours de Fabrice Fries est apparu convaincant», raconte une source proche du dossier. Il succède à Emmanuel Hoog, qui dirigeait l'AFP depuis 2010. Candidat à un troisième mandat, ce dernier, qui se montrait en privé très confiant sur ses chances, s'est retiré de la course mercredi. Une décision prise après que le ministère de la Culture l'a informé que l'Etat ne le soutiendrait finalement pas. Liberation.fr 13 avril 2018

- Fabrice Fries, candidat venu du privé (Havas, Atos, Publicis) n'avait pu recueillir au premier tour les 13 voix nécessaires. Il l'a finalement emporté au troisième tour. Ancien membre du cabinet de Jacques Delors à la Commission Européenne, il apparaît plus que compatible avec l'entourage d'Emmanuel Macron et la politique de ce dernier. Emmanuel Hoog avait été élu pour la première fois Président de l'AFP en mai 2010, il y a presque huit ans, ancien Conseiller chargé de la Culture et des Médias de Laurent Fabius à la présidence de l'Assemblée Nationale...

Comment interpréter ce lâchage du soldat Hoog ? Loué pour les nouveaux déploiements de l'agence dans la vidéo et à l'étranger, il était critiqué pour sa gestion financière. Des difficultés récurrentes de trésorerie l'avaient contraint à demander à l'État une avance sur 5 ans de 60 millions d'euros pour financer dette, coûts sociaux et investissements. Pour ne pas parler de l'évidente partialité de l'agence toujours politiquement correcte dans le sens libéral-libertaire et prenant bien des libertés avec le réel. L'AFP avait d'ailleurs reçu un Bobard d'or d'honneur pour l'ensemble de son œuvre en mars 2018. Au-delà des problèmes de gestion, ce remplacement s'inscrit dans la volonté du Président Macron de renouveler les têtes de l'audio visuel public. Après Marie-Eve Malouines éjectée de LCP au profit du Macron compatible Bertrand Delais, après le

départ de Matthieu Gallet de l'INA, d'autres départs sont possibles comme ceux de Marie-Christine Saragosse à France Médias Monde, (France24, RFI) ou de Delphine Ernotte à France Télévisions. Petit à petit le Président de la République met ses hommes en place. ojim.fr 12.04

- Dans un communiqué, la ministre de la Culture Françoise Nyssen a félicité M. Fries pour son élection, estimant que son projet "porte l'ambition d'une nouvelle étape pour relever le défi du numérique et du développement international" de l'AFP.

Fabrice Fries, a été président de Publicis Consultants jusqu'en 2016. Cet ancien haut cadre des groupes de médias Vivendi et Havas a fait l'essentiel de sa carrière au sein du secteur privé.

Il est entré en 2006 chez Publicis comme secrétaire général et a pris la présidence de l'agence de relations publiques Publicis Consultants en 2009. Après son départ du groupe, il a réintégré la Cour des Comptes en janvier 2017.

Emmanuel Hoog, 55 ans, ancien président de l'Institut national de l'audiovisuel (Ina) de 2001 à 2010, avait été élu une première fois le 15 avril 2010 à la tête de l'AFP, succédant à Pierre Louette, et réélu en 2013.

Alors qu'il avait décidé il y a quelques semaines de briguer un troisième mandat de 5 ans à la tête de l'Agence, il avait annoncé mercredi aux administrateurs et aux salariés le retrait de sa candidature, affirmant que son projet "ne recueillait pas les soutiens nécessaires et indispensables de l'Etat".

Des salariés ont exprimé des inquiétudes à l'égard du projet de Fabrice Fries, que ce dernier avait présenté mercredi au conseil d'administration, et notamment sa proposition "d'ouvrir le dossier de la capitalisation de l'agence" quand le plan de transformation qu'il propose aura commencé à porter ses fruits, faisant ressurgir des craintes d'une privatisation de l'Agence.

La SDJ (société des journalistes) de l'AFP a demandé jeudi soir des "précisions" quant au projet de M. Fries et des "garanties sur le fait qu'aucune privatisation n'est à l'étude".

Dans un message adressé aux représentants du personnel, M. Fries a assuré que cette proposition "n'est pas pour (lui) une priorité" et que toute réforme du statut "devra veiller à respecter l'indépendance éditoriale qui est le principal actif de l'AFP".

Sa priorité étant d'accélérer encore plus le développement de l'AFP dans la vidéo, afin que l'image (photo et vidéo) atteigne 50% de son activité en 2022, contre 39% actuellement.

Dans un communiqué publié après son élection, l'intersyndicale a mis le nouveau PDG "solennellement en garde contre toute tentative de modification du statut de l'AFP qui mettrait en péril son indépendance éditoriale, technique et financière, ainsi que sa mission d'intérêt général" .

Créée à la Libération, l'AFP est présente dans 151 pays et emploie plus de 2.400 collaborateurs de 80 nationalités différentes, qui produisent plus de 5.000 dépêches par jour, 3.000 photos et 250 vidéos. boursorama.com 12.04

Voilà qui en dit plus que de longs discours sur la corruption de l'AFP, avec une telle "intersyndicale", Macron peut dormir tranquille. Car en prétendant que l'AFP serait indépendante ou au service de l'intérêt général, elle s'inspire du discours de Macron, normal, ils ont les mêmes maîtres, l'oligarchie.

L'AFP est la première source de fake news en confondant information et propagande en provenance de Washington, Bruxelles ou de l'Otan, de l'Elysée. Pour faire son sale boulot au quotidien, elle n'a pas besoin d'être privatisée, elle l'est déjà.

Ils osent tout. Dossier sur la Syrie

- Trump déclenche une opération militaire en Syrie avec Paris et Londres - AFP 14.04

LVOG - Grille de lecture.

J'ai lu 8 articles ce matin sur ce sujet, pas un ne mentionnait que les inspecteurs de l'OIAC étaient arrivés en Syrie les 12 et 13 avril, et qu'ils devaient commencer leurs travaux le lendemain, donc quelques heures avant que la coalition militaire américano-franco-britannique bombarde la Syrie, donc sans attendre les conclusions de ses travaux, ce qui était inutile puisque Bachar al-Assad était présumé coupable d'avoir gazé son peuple selon leurs déclarations.

Trump, Macron et May se comportent donc comme de vulgaires criminels, des despotes agissant pour le compte de l'oligarchie dans le cadre de la stratégie politique définie par les néolibéraux anglo-saxons-sionistes, s'affranchissant de la notion de droit au profit de la loi du plus fort qui coïncide avec ses intérêts.

AFP et Franceinfo - Le président américain Donald Trump a annoncé vendredi une opération militaire en cours contre la Syrie, menée avec la France et le Royaume Uni pour punir le régime de Bachar al-Assad qu'il accuse d'une attaque à l'arme chimique. La France s'est très vite associée à Washington en promettant notamment une "réponse forte et commune".

Le bombardement intervient quelques heures seulement après que le Département d'Etat a assuré avoir "la preuve" de l'utilisation d'armes chimiques par les forces de Bachar al-Assad. (Quelle preuve ? Pure fabulation de criminels. - LVOG)

"Une opération conjointe est en cours avec la France et le Royaume Uni, nous les remercions tous les deux", a dit M. Trump lors d'une brève allocution depuis la Maison Blanche.

Au moment même où le président s'exprimait, des détonations étaient entendues à Damas, selon un correspondant de l'AFP sur place.

"La défense anti-aérienne syrienne" est entrée en action contre "l'agression américaine, britannique et française", a rapporté la télévision étatique syrienne, alors que des témoins ont rapporté à l'AFP que des colonnes de fumée s'élevaient du nord-est de Damas. (La télévision syrienne joutant que treize missiles avaient été abattus au sud de Damas, passage censuré par l'AFP, mais rapporté par Franceinfo - LVOG) Elle a également rapporté des "informations" selon lesquelles un "centre de recherches" dans le quartier de Barzé, dans le nord-est de Damas, avait été visé. "Un centre de recherches militaires et des entrepôts" situés près de la ville de Homs ont fait notamment partie des cibles, a précisé l'ONG, sans faire état de victimes civiles dans les frappes.

La télévision d'Etat a affirmé que des missiles avaient été "interceptés" également à Homs.

Le régime syrien a dénoncé samedi comme une "violation flagrante" du droit international l'opération militaire menée par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne contre plusieurs cibles en Syrie, après une attaque chimique présumée imputée aux forces du président Bachar al-Assad.

Le chef d'état-major américain, le général Joe Dunford, a indiqué que les forces occidentales avaient frappé vendredi à 21H00 heure de Washington (01H00 GMT samedi, 04H00 locales en Syrie) trois cibles liées au programme d'armement chimique syrien, l'une près de Damas et les deux autres dans la région de Homs. Une heure plus tard, ces frappes étaient "terminées", a ajouté le général, précisant qu'aucune perte américaine n'était à déplorer.

Aucune autre opération n'est prévue pour l'instant, a-t-il ajouté. AFP et Franceinfo 14.04

- Dernières nouvelles à propos de la possible attaque occidentale de la Syrie (12 avril) - Réseau Voltaire 12 avril 2018

Événements survenus le 12 avril 2018

Selon le Daily Telegraph, Theresa May a ordonné de positionner des sous-marins à proximité des côtes syriennes. Selon The Times, la base aérienne britannique d'Akrotiri (Chypre) est prête à l'attaque.

- Le secrétaire général de l'Onu, António Guterres, a téléphoné aux représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité pour les enjoindre d'« éviter une situation hors contrôle » et leur rappeler qu'« au final, nos efforts visent à mettre un terme à la terrible souffrance du peuple syrien ».

- L'Armée arabe syrienne a libéré la totalité de la Ghouta orientale. La police militaire russe a été déployée dans la zone.

- Le Kremlin confirme que le canal de communication entre militaires russes et états-uniens au sujet de leurs opérations en Syrie, destiné à éviter des incidents, est actuellement « actif ».

- Alors qu'il recevait le conseiller du Guide de la révolution iranien, Ali Akbar Velayati, le président syrien Bachar el-Assad a mis en garde contre toute initiative occidentale qui déstabiliserait davantage la région.

- Dans un discours télévisé, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, déclare : « Nous sommes extrêmement préoccupés par les pays qui s'appuient sur leur force militaire pour transformer la Syrie en terrain de bras-de-fer ».

- L'ambassadeur russe à l'Onu à Genève, Gennady Gatilov, dénonce comme « inacceptable » le relai par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) des allégations des Casques blancs à propos d'une attaque chimique dans la Ghouta.

- Le président états-unien, Donald Trump, tweete : « Jamais je n'ai dit quand une attaque contre la Syrie aurait lieu. Cela pourrait être très bientôt ou pas si tôt du tout ! En tout état de cause, les États-Unis, sous mon administration, ont fait un excellent travail pour débarrasser la région de l'État islamique. Où est notre "Merci l'Amérique" ? » [Le groupe naval parti de Norfolk ne sera pas en position en Méditerranée avant un mois, NdlR].

- Le président français, Emmanuel Macron, déclare sur TF1 avoir « la preuve » de l'attaque chimique de la Ghouta.

- La chancelière allemande, Angela Merkel, indique que son pays ne participera pas à une action militaire contre la Syrie, mais déclare la soutenir. Elle déclare : « Nous devons maintenant reconnaître qu'il est évident que la destruction [des armes chimiques syriennes] n'a pas été totale ».

- La porte-parole du ministère des Affaires étrangères russe, Maria Zakharova, déclare : « Personne n'a donné le droit aux dirigeants occidentaux de s'attribuer le rôle de gendarmes du monde, à la fois d'enquêteur, de procureur, de juge et de bourreau ».
- Le président de la Commission de la Défense de la Douma, Vladimir Chamanov, annonce que les navires russes ont quitté le port syrien de Tartous, comme prévu en cas de menace.
- Le président français Emmanuel Macron et la chancelière allemande Angela Merkel se sont entretenus par téléphone. Ils « ont regretté les blocages actuels du Conseil de sécurité des Nations Unies, dont les résolutions ne sont pas respectées ».
- Auditionné par le Congrès, le secrétaire états-unien à la Défense, le général James Mattis, a déclaré ne pas avoir de preuve de l'attaque chimique supposée de la Ghouta.
- Le représentant syrien à l'Onu, Bachar Jaafari, annonce que les inspecteurs de l'OIAC arriveront en plusieurs groupes en Syrie, les 12 et 13 avril. Tandis que l'OIAC indique que ses experts commenceront leurs travaux samedi.
- La Suède dépose à l'entrée d'une réunion à huis clos du Conseil de sécurité une proposition de résolution demandant au secrétaire général d'envoyer une mission de désarmement en Syrie afin d'y résoudre « toutes les questions liées au recours aux armes chimiques une bonne fois pour toutes ».

- Syrie : Réponse aux allégations concernant l'usage de gaz toxique à Douma - legrandsoir.info 11.04

Merci Monsieur le Président,

La déléguée des États-Unis a dit que la Russie dépensait de ses ressources afin de soutenir ce qu'elle qualifie de « régime » en Syrie. Ma question en retour est : quels sont donc les bénéficiaires des ressources états-uniennes dépensées en Syrie ? Les enfants syriens auxquels ils auraient envoyé du lait et des médicaments, les gangs terroristes ayant commis les crimes les plus odieux contre le peuple syrien et auxquels ils ont fourni armes et munitions, ou les avions de votre coalition qui ont tout rasé sur leur passage, notamment à Raqqa ?

Et qu'en est-il de ses menaces répétées contre mon pays à chaque réunion, ou presque, du Conseil de sécurité. Avouerait-elle que son administration n'accorde aucune importance à ce Conseil, à cette Organisation internationale et aux principes du Droit international ?

Examinons la crédibilité de ce qu'a dit la collègue déléguée des États-Unis, lorsqu'elle a demandé à ce que le Conseil se mette en mouvement « pour rendre justice » en Syrie. Notez que je ne lui réponds pas en termes de « régime américain », car ce serait commettre une faute juridique dans cette enceinte.

Mon propre test serait que son pays et son administration autorisent la divulgation des résultats de l'enquête de l'UNSCOM quant à la recherche des prétendues « Armes de Destruction Massive » en Irak. Une commission spéciale des Nations Unies présidée à une certaine période par le Suédois Hans Blix ; laquelle commission, comme vous le savez, n'a rien trouvé au bout de 18 années d'enquête : ni armes chimiques, ni Coca-Cola, ni Pepsi-Cola ! Malgré cela, fin 2008, lors d'une session semi-secrète, ce Conseil a décidé d'annuler son travail et d'enterrer ses archives dans des caisses métalliques dont les codes d'ouverture sont seulement connus du Secrétaire général et, notez bien, à condition qu'elles ne soient ouvertes que 60 ans plus tard. Qu'y a-t-il donc de si honteux dans ces archives pour qu'elles soient enterrées pendant 60 ans ? Propos adressés à la déléguée américaine.

Monsieur le Président,

Le gouvernement de mon pays condamne avec la plus grande fermeté l'agression israélienne perverse de ce matin sur l'aéroport T4, dans le gouvernorat de Homs, tuant et blessant plusieurs citoyens. Cette agression, qui constitue une violation flagrante de la résolution 350 (1974) et des résolutions du Conseil de sécurité en rapport avec la lutte antiterroriste, n'aurait pas été possible sans l'immunité et le soutien illimité et continu accordés par l'administration américaine à Israël ; ce qui lui permet de persévérer dans la pratique du terrorisme d'État et de continuer à menacer la paix et la sécurité dans la région et dans le monde.

Naturellement, aujourd'hui, le fait que les délégués des pays occidentaux n'aient fait aucune mention de cette agression israélienne montre clairement que les gouvernements de leurs pays en sont les partenaires et les protecteurs.

Et, il est regrettable que mon cher ami, M. de Mistura, n'ait pas entendu Netanyahu reconnaître, aujourd'hui, qu'Israël avait commis cette agression [3]. D'où ma surprise en l'entendant dire que les Nations Unies étaient incapables d'en identifier les auteurs. Alors M. de Mistura, vu que Netanyahu vous dit qu'il en est l'auteur, pourquoi vous taire sur Israël et ne pas dire qu'il est l'agresseur ?

Cette agression israélienne est une réponse indirecte aux victoires de l'Armée syrienne qui a réussi à expulser les groupes terroristes armés de la capitale, Damas, de ses banlieues et d'autres régions syriennes ; ceci, après que ces groupes se soient acharnés à tuer les enfants du peuple syrien, à enlever des civils et à les détenir pour s'en servir comme boucliers humains, à faire pleuvoir plus de 3000 obus sur Damas en seulement 3 mois, lesquels obus ont tué 155 civils et ont blessé 865 autres, principalement des femmes et des enfants.

Le gouvernement syrien affirme que ces agressions israéliennes répétées n'ont pas réussi, ni ne réussiront à protéger les agents d'Israël parmi les organisations terroristes, tout comme elles ne sont pas parvenu, ni ne parviendront à empêcher l'Armée syrienne de poursuivre ses opérations décisives contre le terrorisme.

Monsieur le Président,

Martin Luther King a dit : « Le mensonge est une boule de neige qui grandit au fur et à mesure que vous la roulez ». Il semble que cette sage citation soit applicable en tout lieu, en tout temps. En effet, les gouvernements de certains pays sont pétris de mensonges ; mais, heureusement, manquent de précision quand ils les tissent à l'image du Baron Münchhausen, célèbre personnage de fiction allemand. Combien de coqs ont cru que le soleil s'était levé pour les entendre chanter ?

En effet, le mensonge pratiqué par certains États Membres permanents du Conseil de sécurité est devenu une sorte d'arme de destruction massive.

C'est par le mensonge qu'ils ont volé la Palestine.

C'est par le mensonge qu'ils ont attisé la guerre dans la presqu'île coréenne.

C'est par le mensonge qu'ils ont envahi le Vietnam.

C'est par le mensonge qu'ils ont envahi la Grenade.

C'est par le mensonge qu'ils ont disloqué la Yougoslavie.

C'est par le mensonge qu'ils ont occupé l'Irak.

C'est par le mensonge qu'ils ont détruit la Libye.

C'est par le mensonge qu'ils ont fabriqué dans leurs laboratoires les organisations terroristes takfiristes telles Al-Qaïda, les Talibans, Daech, le Front Nasra, Jaïch al Islam et la liste continue.

Et c'est par le mensonge qu'ils tentent de démolir et de préparer, aujourd'hui, une agression contre la Syrie.

Ce qui est remarquable est qu'aujourd'hui la rhétorique négative assurée par la déléguée américaine est en totale contradiction avec celle du ministre de la Défense de son pays, le général Mattis ; lequel a accordé une entrevue au journaliste Ian Wilkie, publiée dans Newsweek sous le titre que je cite en anglais : « Now Mattis Admits There Was No Evidence Assad Used Poison Gas on His People » [4][5]. Ici, il ne s'agit donc pas du ministre syrien de la Défense, mais du ministre américain.

Monsieur le Président,

Dès le 10 décembre 2012, c'est-à-dire avant l'attaque au gaz sarin suggérée par les employeurs des groupes terroristes contre Khan al-Assal le 19 mars 2013, nous avons prévenu, par un courrier officiel de référence A/67/628, que les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France avaient lancé une campagne prétendant que le gouvernement syrien allait utiliser des armes chimiques. À l'époque, nous avons averti que ces allégations risquaient d'ouvrir la voie à la fourniture d'armes chimiques aux groupes terroristes armés par les gouvernements des États qui les soutiennent, pour ensuite en accuser le gouvernement syrien.

Ce qui s'est passé ces dernières années de Khan al-Assal à la Ghouta, en passant par Kafr Zita, Altamna, Tell Mannas, Khan Cheikhoun et beaucoup d'autres villes et villages, prouve sans aucun doute possible le sérieux de ce contre quoi nous avons mis en garde tout au long de ces 5 à 6 dernières années.

La précipitation des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France à provoquer réunion sur réunion, sur la foi d'informations fabriquées, participe désormais d'une crise profonde dans laquelle ils voudraient mouiller le plus possible les autres membres du Conseil de sécurité.

Depuis 2013, ces trois États ont travaillé à la création d'un énorme éléphant fait de mensonges et de tromperies, au point qu'il circule aujourd'hui dans cette salle et piétine de tout son poids la crédibilité de ce Conseil.

En effet, il semble qu'en appelant à cette dernière réunion, ils cherchaient à soutenir les terroristes et à perturber l'accord conclu par ces derniers avec l'État syrien à Douma. Mais ces États ont tardé quelque peu, car les terroristes voulaient que cette réunion du Conseil de sécurité ait lieu avant qu'ils ne soient obligés de conclure un accord leur imposant de sortir de leurs fiefs et de déposer leurs armes. Ils ont tardé à tenir les promesses faites aux terroristes et il aurait mieux valu qu'ils ne s'exposent pas, une fois plus, à repasser le même disque usé de faux rapports établis par des mercenaires sous « casques blancs », tels que fondés par l'officier de renseignement britannique, James Le Mesurier.

La preuve de leurs mensonges et de leurs allégations préfabriquées est la sortie des habitants de Douma sains et saufs. 170 000 civils sortis sains et saufs, tandis que ces terroristes ont choisi de conclure un accord avec l'État syrien en tant que dernier recours pour eux-mêmes et leurs familles. D'ores et déjà, nombre de bus ont commencé à les transporter, avec leurs familles, vers « Jarablous » à partir du moment où ils ont refusé de régulariser leur situation, alors que la grande majorité des habitants ont préféré se réfugier auprès de l'État et sont restés chez eux.

Aussi, il est désormais prouvé que les campagnes menées par certains États -parmi lesquels des États Membres de ce Conseil- quant à la détérioration de la situation humanitaire dans la Ghouta orientale étaient fausses, comme ce fut le cas pour Alep et ailleurs, où les entrepôts des groupes terroristes se sont révélés bondés de médicaments et de denrées alimentaires, réservés à leurs acolytes et vendus aux civils à des prix exorbitants

À ce stade, ma question est de savoir si la provocation de cette réunion du Conseil de sécurité, par les trois États précités, a pour but de légitimer l'agression israélienne de ce matin contre la Syrie, ou de torpiller l'accord voulu par leurs instruments sur place. Et ici, je ne peux que remercier la délégation de la Fédération de Russie qui a également appelé à cette réunion en l'intitulant, à juste titre, « Les menaces contre la paix et la sécurité internationales » [6].

Monsieur le Président,

Nous avons porté à l'attention du Conseil de sécurité, de l'OIAC [Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques] et de ce qui était désigné par « Mécanisme d'enquête conjoint » 145 lettres, la dernière en date du 1er avril 2018. 145 lettres et je remercie mon collègue délégué du Kazakhstan pour avoir signalé que vous ne lisez, ni ne répondez à ces courriers.

Des lettres contenant des informations précises sur les produits chimiques toxiques en la possession de groupes terroristes, notamment le chlore et le sarin. Et nous avons averti, à maintes reprises, que ces groupes préparaient les crimes par usage d'armes chimiques contre des Syriens innocents, qu'ils travaillaient par le biais de leur bras médiatique appelés « casques blancs » à fabriquer des preuves, et qu'ils filmaient des mises en scène hollywoodienne dans le but d'accuser le gouvernement syrien, de dresser l'opinion publique contre lui et contre ses alliés, pour ensuite tenir des réunions du Conseil de sécurité, telle celle d'aujourd'hui, afin de créer les prétextes justifiant n'importe quelle agression militaire sur la Syrie.

Il semble, Monsieur le Président, que les réalisateurs de cette œuvre terroriste sanguinolente ont, là aussi, manqué de précision lorsqu'ils ont tissé leurs mensonges. En effet, à chaque épisode de la série concernant le prétendu usage d'armes chimiques par le gouvernement syrien, nous constatons que ces produits n'intoxiquent absolument pas les éléments des groupes armés, que seuls les femmes et les enfants sont touchés, qu'il suffit de les décontaminer à l'eau devant les caméras, que les secouristes n'ont nul besoin de masques de protection et que l'Armée syrienne n'a recours à ces produits, qu'elle ne possède pas, que lorsqu'elle avance vers la victoire. Étrange histoire !

Monsieur le Président,

Face à ce clan féroce dépourvu d'un minimum de crédibilité et qui s'appuie sur des informations fabriquées, diffusées sur les réseaux sociaux par les sympathisants des groupes terroristes armés et de leurs employeurs, je déclare à partir de cette tribune que le gouvernement syrien est prêt à faciliter l'arrivée d'une mission d'enquête de l'OIAC sur le site présumé de l'incident de Douma, le plus vite possible, afin de vérifier ces allégations, tout comme il soutient la demande russe de tenir une audience autour d'une mission d'évaluation de la situation à Raqqa.

En disant que nous accueillons favorablement l'arrivée de cette mission le plus vite possible, nous espérons que notre proposition ne subira pas le sort réservé à celle que nous avons présentée, en premier lieu, à l'ex-Secrétaire général Ban Ki-moon, suite à l'attaque de Khan al-Assal en mars 2013. À l'époque, nous lui avons demandé d'aider le gouvernement syrien à enquêter, immédiatement, sur ce qui s'était passé. Il lui avait fallu 4 mois et 11 jours pour envoyer le Docteur Sellstrom. C'est ainsi que le terme « immédiatement » avait été traduit : 4 mois et 11 jours ! Et le jour où le Docteur Sellstrom est arrivé à Damas pour mener l'enquête à Khan al-Assal, les terroristes sévissant dans la Ghouta ont été chargés d'utiliser de nouveau l'arme chimique. Le

Docteur Sellstrom a dû changer de destination pour se rendre dans la Ghouta au lieu de se rendre à Khan al-Assal. Pour votre information, depuis mars 2013 et jusqu'à ce jour, aucune enquête n'a été menée sur ce qui s'est réellement passé à Khan al-Assal.

Monsieur le Président,

Aujourd'hui, nous accusons directement Washington, Paris, Londres, Riyad, Doha et Ankara d'avoir fourni à Daech, au Front al-Nosra, à Jaïch al-Islam, à Faylak al-Rahmane et à des dizaines d'autres groupes terroristes apparentés des produits chimiques toxiques afin de les utiliser contre les civils syriens.

Et nous les accusons d'avoir commis ces massacres et fabriqué des preuves pour accuser injustement le gouvernement syrien d'avoir utilisé des produits chimiques toxiques, afin de préparer le terrain à une agression contre la Syrie, de la même manière dont les États-Unis et la Grande-Bretagne ont procédé pour commettre leur crime d'agression caractérisée contre l'Irak en 2003.

OUI, nous disons aux États-Unis, à la Grande-Bretagne et à la France qu'en Syrie et en Irak, nous avons vaincu la noirceur absolue du fléau Daech en 3 ans et non en 30 ans, comme ils l'avaient envisagé pour réussir à saper la stabilité de la région.

OUI, nous disons aujourd'hui à la Saoudie que nous avons vaincu son bras terroriste dans la Ghouta orientale et je parle des gangs de Jaïch al-Islam.

OUI, nous disons au Qatar et à la Turquie que nous avons vaincu leurs deux bras terroristes dans la Gouta orientale et je parle du Front al-Nosra et de Faylak al-Rahmane.

Et je dis à tous ceux qui nous ont exporté une opposition armée, génétiquement modifiée en opposition modérée, que nous avons vaincu leurs exportations empoisonnées. Nous appelons ces exportateurs à supporter les conséquences du retour de certains survivants dans leurs territoires d'origine. Finalement, le problème est simple : restent toujours, à nos frontières avec la Turquie et avec Israël au Golan, des dizaines de milliers de bons terroristes modérés, avec leurs armes légères, leurs barbes longues, leurs étendards noirs et leurs casques blancs... À qui voudrait les adopter de s'adresser à leurs employeurs. Ils sont prêts à partir se réfugier en Europe et en Occident.

Monsieur le Président, La République arabe syrienne réaffirme qu'elle ne dispose d'aucune arme chimique, quelle qu'elle soit, y compris le chlore toxique, et qu'elle réitère sa condamnation de l'usage d'armes chimiques en tout lieu, à n'importe quel moment et en toutes circonstances ; tout comme elle réaffirme sa volonté de coopération illimitée avec l'OIAC afin de s'acquitter de ses obligations inscrites dans la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, de leur stockage ainsi que de leur utilisation.

Pour finir Monsieur le Président,

Le Centre russe de Réconciliation en Syrie a annoncé, aujourd'hui, que les investigations menées par des experts militaires russes dans la ville de Douma ont prouvé l'absence de toute trace témoignant de l'utilisation d'armes chimiques. Et les analyses portant sur les malades hospitalisés dans cette même ville, menées par des médecins militaires russes, n'ont révélé aucune anomalie en faveur de leur exposition à une substance toxique. Autrement dit, tout ce à quoi nous assistons est un genre de cinéma hollywoodien.

Dr Bachar al-Jaafari

Délégué permanent de la Syrie auprès des Nations Unies

<https://www.legrandsoir.info/syrie-reponse-aux-allegations-concernant-l-usage-de-gaz-toxique-a-douma.html>

- La Russie accuse le Royaume-Uni d'être mêlé à l'affaire de la Ghouta - Réseau Voltaire 13 avril 2018

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a dénoncé le rôle d'un service secret occidental russophile dans la mise en scène des Casques blancs d'une prétendue attaque chimique dans la Ghouta.

Le porte-parole de l'armée russe, Igor Konachenkov, a quant à lui directement mis en cause le Royaume-Uni.

Ces déclarations interviennent alors qu'un nouveau témoignage devrait être rendu public par la Syrie sur cette affaire. Réseau Voltaire 13 avril 2018

- La Défense russe dit avoir des preuves de l'implication UK dans la provocation à Douma - fr.sputniknews.com 13.04

Le ministère russe de la Défense a des preuves que le Royaume-Uni a participé directement à la provocation dans la Ghouta orientale en Syrie, a déclaré son porte-parole, Igor Konachenkov.

Londres a pris part à l'organisation de la provocation utilisant une prétendue attaque chimique dans la ville syrienne de Douma, a déclaré ce vendredi le porte-parole du ministre russe de la Défense, Igor Konachenkov.

«Aujourd'hui le ministère russe de la Défense dispose d'autres preuves qui confirment que le Royaume-Uni a participé directement à l'organisation de cette provocation dans la Ghouta orientale», a indiqué M.Konachenkov.

Le porte-parole de la Défense russe a ajouté que Londres avait exercé des pressions sur les représentants des «Casques blancs» pour mener à bien une provocation en Syrie.

«Nous savons que du 3 au 6 avril les représentants des soi-disant "Casques blancs" ont fait face à une forte pression imposée notamment par Londres pour effectuer au plus vite une provocation préparée à l'avance», a souligné Igor Konachenkov.

D'après lui, on a dit aux «Casques blancs» que c'était notamment du 3 au 6 avril que les radicaux du groupe Jaych al-Islam allaient mener une série de tirs d'artillerie puissants ce qui provoquerait une riposte de la part des troupes gouvernementales. Alors, les «Casques blancs» devraient exploiter la situation pour organiser la provocation avec des armes chimiques. fr.sputniknews.com 13.04

- Vidéo. Les témoignages qui infirment l'accusation des Casques blancs

La Russie et la télévision syrienne viennent de diffuser ces témoignages qui contredisent les accusations des Casques blancs sur une attaque chimique dans la Ghouta, le 8 avril 2018.

<https://www.youtube.com/watch?v=3lcEqfUAiz0>

- L'armée syrienne dit avoir découvert un laboratoire de substances chimiques près de Damas - fr.sputniknews.com 13.04

Un laboratoire de fabrication de substances chimiques appartenant aux radicaux a été découvert par l'armée syrienne dans une banlieue de Damas, rapporte l'agence Sana, se référant à une source militaire.

L'armée syrienne a découvert un laboratoire où des radicaux produisaient des substances toxiques, rapporte l'agence Sana, citant une source militaire. Il se trouve dans l'agglomération d'Aftaris, dans la Ghouta orientale.

«Lors des opérations de ratissage d'Aftaris, dans la Ghouta orientale, a été découvert un laboratoire des terroristes [...] aménagé pour la production de tous les types de substances chimiques. Différents équipements nécessaires à leur fabrication et au mélange des poudres utilisées dans des armes interdites y ont été découverts», informe la source. fr.sputniknews.com 13.04

- Syrie : « Il faudrait qu'Emmanuel Macron nous dise quelles sont ses preuves », estime Longuet - Publicsenat.fr 12.04

Le président de la République a assuré qu'il détenait des « preuves » de l'usage d'armes chimiques par le régime de Bachar al-Assad la semaine dernière en Syrie. « Ce serait bien qu'elles soient totalement probantes », a réagi le sénateur LR de la Meuse Gérard Longuet. Publicsenat.fr 12.04

- Des inspecteurs de l'OIAC en Syrie dès jeudi - Reuters 12 avril 2018

Deux équipes d'inspecteurs appartenant à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) doivent arriver jeudi et vendredi en Syrie pour enquêter sur l'attaque chimique que le régime de Damas est accusé d'avoir menée à Douma, a annoncé l'ambassadeur syrien aux Nations unies, Bachar al Jaafari.

Le déplacement a été confirmé par l'OIAC, qui a annoncé que ses inspecteurs étaient en route pour la Syrie et qu'ils se mettraient au travail dès samedi.

"Ces deux groupes arriveront séparément en Syrie, jeudi, aujourd'hui, ainsi que demain, vendredi", a déclaré Bachar al Jaafari.

"Nous sommes disposés à les escorter où ils le voudront chaque fois qu'ils le voudront, quand ils le voudront", a-t-il ajouté.

"L'OIAC a adressé quatre passeports à l'ambassade syrienne à Bruxelles. Les visas ont immédiatement été octroyés", a dit le diplomate précisant que le gouvernement syrien était prêt à accorder des visas à des inspecteurs situés au Liban voisin. Reuters 12 avril 2018

- Trump et Macron entretiennent le flou sur des frappes en Syrie - AFP 12.04

Donald Trump lancera une attaque "très bientôt ou pas si tôt que cela", Emmanuel Macron se décidera "en temps voulu": les Occidentaux entretenaient le flou jeudi sur leur riposte à l'attaque chimique présumée dans la Ghouta orientale.

Après avoir provoqué une montée de tensions en demandant à la Russie mercredi de se "tenir prête" à des frappes contre son allié syrien, Donald Trump a semblé temporiser.

En France, le président Emmanuel Macron a également relativisé l'urgence d'une réaction, après avoir évoqué mardi une annonce "dans les prochains jours".

"Nous aurons des décisions à prendre en temps voulu, quand nous le jugerons le plus utile et le plus efficace", a-t-il dit sur la chaîne de télévision TF1.

Sur le fond, il est cependant resté ferme dans ses accusations, disant avoir "la preuve" que "des armes chimiques ont été utilisées, au moins du chlore, et qu'elles ont été utilisées par le régime de Bachar al-Assad".

La Russie a dénoncé un "prétexte" utilisé pour lancer une opération militaire contre son allié, son ambassadeur au Liban avertissant qu'elle abattrait tout missile lancé contre la Syrie.

La porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, a ainsi appelé les Occidentaux à "réfléchir sérieusement aux conséquences" de leurs menaces de frapper la Syrie, tout en assurant que Moscou ne voulait pas d'"escalade".

"Personne n'a donné le droit aux dirigeants occidentaux de s'attribuer le rôle de gendarmes du monde, à la fois d'enquêteur, de procureur, de juge et de bourreau", a-t-elle dit.

L'armée russe, qui intervient depuis septembre 2015 en soutien aux forces gouvernementales, a en outre annoncé jeudi que le drapeau du gouvernement syrien flottait sur la ville de Douma, marquant la reprise par le régime du contrôle de "la totalité de la Ghouta orientale". AFP 12.04

Cela les rend fou de rage et de se venger en bombardant la Syrie.

En complément. L'affaire Skripal.

- Skripal: L'OIAC confirme les conclusions de Londres sur le poison utilisé - Reuters 12 avril 2018

L'OIAC, qui a prélevé à la demande de la Grande-Bretagne des échantillons de l'agent neurotoxique retrouvé à Salisbury, confirme dans un document les conclusions des enquêteurs britanniques sans toutefois citer nommément le Novitchok.

L'OIAC se garde toutefois d'accuser qui que ce soit.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a également souligné que des experts russes devaient avoir accès aux travaux de l'OIAC pour se prononcer. Il y a tout lieu de croire, a-t-elle cependant ajouté, qu'on assiste à une nouvelle tentative, de la part de Londres, de discréditer la Russie.

Début avril, le chef du laboratoire militaire britannique de Porton Down a déclaré qu'il n'avait pas été capable d'établir si le Novitchok utilisé contre les Skripal avait été produit en Russie. Reuters 12 avril 2018

- La Russie doute de la sincérité du refus de Ioulia Skripal - Reuters 12 avril 2018

L'ambassade de Russie à Londres a exprimé jeudi ses doutes après le refus par Ioulia Skripal, fille d'un ancien espion russe empoisonnée par un agent neurotoxique en Angleterre début mars, de l'aide que lui proposait la représentation diplomatique russe en Grande-Bretagne.

L'ambassade a demandé à plusieurs reprises de bénéficier d'un accès consulaire à Ioulia Skripal, victime avec son père Sergueï d'une attaque menée à l'aide d'un gaz innervant dans la ville de Salisbury le 4 mars.

L'ambassade accuse les autorités britanniques d'avoir enlevé la ressortissante russe et doute que le refus exprimé par la jeune femme de 33 ans, mercredi soir dans un communiqué, soit sincère.

"Le texte (du communiqué) a été rédigé de façon à soutenir la position officielle des autorités britanniques et en même temps d'empêcher Loulia d'avoir des contacts avec le monde extérieur - diplomates, journalistes et même ses proches", indique l'ambassade de Russie.

"Pour résumer, ce document ne fait que renforcer les soupçons que nous avons d'un isolement forcé des citoyens russes", ajoute la représentation diplomatique.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a invité jeudi Londres à prouver que les Skripal ne sont pas retenus en otage car, dit-elle, à part les autorités britanniques, personne les a vus depuis plus d'un mois, ce qui contraste avec le cas d'Alexandre Litvinenko dont une photo avait été diffusée après son empoisonnement au polonium. Reuters 12 avril 2018

ACTUALITÉ DU JOUR

Macro(n)céphalie aiguë

Les principales déclarations d'Emmanuel Macron sur TF1 - AFP 12 avril 2018

Voici les principales déclarations du président Emmanuel Macron jeudi sur TF1:

"ALLER AU BOUT"

"Il faut aller au bout".

"Les difficultés ne m'arrêtent pas (...) Le fait qu'il y ait des Français parfois pas contents ne m'arrête pas".

"Nous avons immensément à faire parce que notre pays doit reconstruire les 50 prochaines années de progrès".

PRÉSIDENT "DE TOUS LES FRANÇAIS"

"Je suis le président de tous les Français (...) Les riches, ils n'ont pas besoin d'un président, ils se débrouillent très bien tout seuls".

"Etre président de tous les Français, ce n'est pas montrer du doigt une catégorie".

"On n'abandonne pas du tout la ruralité". La dotation des communes ne "baisse pas d'un centime".

"J'ECOUTE"

"Je ne suis pas toute la journée enfermée à l'Élysée, je me déplace et je vais toujours au contact. On m'écrit beaucoup, je lis et j'entends, j'écoute".

"Il y a des inquiétudes, elles sont légitimes et moi je les entends".

"PINCÉES DE SEL"

"Ce n'est pas des pincées de sel ou de poivre, la politique aujourd'hui. C'est pas "faudrait être plus social, moins social".

"La France, c'est une maison". "Les murs de la maison pour moi c'est libérer, protéger et unir".

CORDE ET CORDÉE

"Quand je dis "premier de cordée", il y a une corde, et j'ai demandé à plusieurs reprises, (à) ceux qui réussissent (...) qu'ils aident le pays (...) en investissant ici, en embauchant ici, et qu'ils tirent le reste de la cordée".

"Ca fait au fond 30 ans qu'on dit "pour être juste, faut empêcher ceux qui sont en haut de la cordée d'avancer trop vite". Si on est tous au même niveau, la cordée tombe. Et il y en a d'autres qui pensent que, pour que la cordée tienne, il suffit que le premier galope. Non. La cordée, elle n'avance qu'à la vitesse de la corde (...) Ce que je veux, c'est qu'on redevienne un pays de progrès pour tous".

"PREUVE" EN SYRIE

"Nous avons la preuve que la semaine dernière (...) des armes chimiques ont été utilisées, au moins du chlore, et qu'elles ont été utilisées par le régime de Bachar al-Assad".

"Nous aurons des décisions à prendre en temps voulu, quand nous le jugerons le plus utile et le plus efficace".

"En aucun cas, la France ne laissera une escalade se faire ou quoi que ce soit qui puisse endommager la stabilité de la région".

SNCF "A 100%" PUBLIQUE

"Aller au bout, parce que nous devons faire cette réforme. Elle est indispensable et il y a une hypocrisie collective à ne pas le faire".

"Ce sera une entreprise publique à capitaux 100% publics mais qui va se réorganiser (...) Ce sera dans la loi".

Evoquant son grand-père cheminot: "je ne peux pas vous dire que j'ai du mépris ou que je considère que ce soit des privilégiés, ce n'est pas vrai. Parce que je sais aussi les horaires que certains font, les contraintes qui sont liées à une entreprise de transport".

La dette "sera pour partie progressivement reprise" par l'Etat. "L'Etat va, dès le début, en reprendre une partie".

"Je respecte les syndicats et ils ont leur place dans le dialogue social et donc ils défendent des intérêts légitimes qui sont ceux de leurs salariés. Je leur dis juste "n'ayez pas de craintes illégitimes".

RETRAITES: "JE LEUR DIS MERCI"

"J'ai demandé un effort aux personnes retraitées et à une partie d'entre elles, aux 60% qui paient la CSG au taux normal, et je veux m'expliquer. Mais d'abord, je veux dire une chose: je leur dis merci".

"Je n'ai jamais pris un retraité pour un portefeuille".

FIN DE LA TAXE D'HABITATION POUR TOUS

Les communes "sont déjà remboursées par l'État, à l'euro-l'euro".

"Je souhaite que ça puisse être la totalité" des Français qui bénéficient de la suppression de la taxe d'habitation "parce que si un impôt n'est pas bon pour 80% des Français, il est pas bon pour tous".

"L'ISLAMISME N'EST PAS L'ISLAM"

"Il y a des mosquées ou des gens qui ne respectent pas les lois de la République, prêchent des choses qui ne sont pas conformes aux lois de la République et conduisent à la violence. Celles-ci seront fermées".

"L'extrémisme, le fondamentalisme religieux (...) c'est un problème dans notre pays" mais "il ne faut pas confondre ce problème avec tous nos concitoyens qui croient dans l'islam. Ce serait une erreur profonde".

"Ce fondamentalisme-là, cet islam radical (...), cet islamisme, ce n'est pas l'islam".

"Je veux que le financement étranger soit organisé sous le contrôle de l'État et transparent. Je ne veux plus de mosquées qui s'ouvrent avec des financements cachés".

ROUTES: "RESTER CALME"

"Notre sang s'est échauffé sur cette affaire".

"Ca ne mérite pas parfois les coups de sang qu'on a eus (...) Si dans deux ans ça ne marche pas, on arrêtera partout (...) et on adaptera selon les territoires".

"Tout l'argent qui sera prélevé sur ces routes, on le mettra (...) pour les hôpitaux qui soignent, guérissent les blessés de la route".

INTÉRESSEMENT SANS CHARGES

"Toutes les entreprises jusqu'à 250 salariés pourront distribuer de l'intéressement, il n'y aura plus aucune charge et impôt".

NDDL: L'EVACUABLE "ÉVACUÉ"

"L'opération est arrivée à un point où tout ce était évacuable a été évacué".

UNIVERSITÉS: DES "AGITATEURS PROFESSIONNELS"

"Ce ne sont pas des étudiants mais ce sont des agitateurs professionnels, les professionnels du désordre, dont parlait Michel Audiard, (qui) doivent comprendre que nous sommes dans un Etat d'ordre".

"Il n'y aura pas d'examen en chocolat". AFP 12 avril 2018

Réaction des représentants institutionnels.

- Interview d'Emmanuel Macron sur TF1 : les premières réactions politiques - AFP 12 avril 2018

Après l'interview du président Emmanuel Macron sur TF1, voici les premières réactions politiques :

- Olivier Faure, premier secrétaire du PS : "quels que soient les reproches qui lui sont faits, le président n'entend pas changer quoi que ce soit. Il parle beaucoup, il n'entend pas beaucoup et, en réalité, il fait ce qu'il veut seul. Il y a un point sur lequel il a raison: les riches n'ont pas besoin d'un président. La vérité, c'est que, malgré tout, ils en ont un" (BFMTV)

- Pierre Laurent, secrétaire général du PCF : "Une heure d'interview dans une salle de classe pour expliquer aux Français, sur un ton professoral et condescendant, qu'il ne changerait rien à sa politique. Telle est la seule leçon à retenir de l'interview présidentielle (...) Il ne voit ni n'entend rien des mouvements sociaux en cours" (communiqué)

- Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la France : "Emmanuel Macron s'est livré à un interminable exercice d'autosatisfaction (...) Il a enchaîné "en même temps" la "câlino-thérapie" et les fins de non-recevoir aux demandes des Français et n'aura fait aucune nouvelle annonce qui prenne en compte les souffrances que sa politique provoque à nos concitoyens, se contentant d'étaler de la pommade sur les plaies qu'il a lui-même écorchées" (communiqué)

- Jean-Luc Mélenchon (La France Insoumise) : "Macron soliloque: un catéchisme hors-sol" (Twitter). "Derrière Trump, #Macron s'en va en guerre. Une erreur tragique pour la France" (Twitter)

- Lydia Guirous, porte-parole des Républicains : "Macron sur TF1 c'est un peu "Rendez-vous en terre inconnue"... A la découverte du pays qu'il préside... Bienvenue en France Monsieur le Président!" (Twitter)

- Florian Philippot, président des Patriotes : "L'autosatisfaction du président est à son comble (...) mais il est dans l'enfumage permanent et prétend être le président de tous les Français, quel cynisme quand on sait le fond de la politique menée. Emmanuel Macron s'enferme en réalité dans une vision technocratique".(communiqué)

- Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat : "Le président de la République est venu dire aux Français qu'il avait raison sur tout, qu'il savait tout et que les Français inquiets ne comprenaient rien. Il ne changera rien. Dans une salle de classe, il les a pris pour des enfants". (communiqué)

- Eric Coquerel (La France Insoumise) : "Emmanuel Macron peut nous répéter ce que disent ses ministres à longueur de séance, il est toujours le président des riches. Il a consacré à peine deux minutes aux étudiants pour faire du chantage aux examens". (Twitter)

- Christophe Castaner, délégué général de La République en Marche : "Hauteur de vue et réponses aux préoccupations des Français : passionnante interview du Président de la République". (Twitter)

- Richard Ferrand, patron des députés LREM : "Emmanuel Macron fait preuve d'une volonté sans faille, pour que le pays se transforme et que le quotidien de tous les Français s'améliore. Il peut compter sur les députés @LaREM_AN unis et déterminés dans l'action". (Twitter)

- Clémentine Autain, députée LFI : "Une salle de classe pour nous délivrer des contes pour enfants, c'était bien choisi. Un discours lénifiant, aucune annonce concrète". (BFMTV) AFP 12 avril 2018

Clémentine Autain espérait une "annonce concrète" de Macron, décidément, c'est bien son président !

Réaction des médias aux ordres.

- "Macron le maître d'école" fait de la pédagogie sans rien céder, juge la presse - AFP 13 avril 2018

"Pédagogue" mais "droit dans ses bottes" en pleine grogne sociale: c'est ainsi qu'Emmanuel Macron est apparu à la presse durant son intervention télévisée de jeudi dans une école de l'Orne.

"Macron le maître d'école", titre Le Parisien. "Au cours de cet exercice de "pédagogie", le maître ne changera pas son programme mais son style", "moins "techno", plus empathique", relève Myriam Encaoua.

Pour Libération, "c'est un président qui fait non, non, non, non, non...". "Emmanuel Macron a répondu aux demandes, aux revendications, aux protestations, non par des concessions, mais par de la communication politique stricto sensu", analyse Laurent Joffrin dans son éditorial.

"Le professeur Macron, pédagogue, méthodique et précis, avait à coeur de montrer aux Français la justesse et la pertinence des réformes entreprises depuis le début de son quinquennat", juge dans Le Figaro Vincent Trémolet de Villers. "S'il n'a pas été avare de remerciements et de regards compatissants, il a très peu cédé."

"C'est l'enjeu pour Macron : dès lors qu'il ne veut pas céder un pouce sur les réformes, il espère limiter les blocages en convainquant qu'elles sont faites dans l'intérêt de tous", explique Cécile Cornudet dans Les Echos.

Peine perdue pour L'Humanité. "En dépit de l'aménité de celui qui l'interrogeait, il n'a pas eu un geste pour la France populaire", dénonce Patrick Apel-Muller.

"SNCF, CSG, limitation de vitesse, ruralité : c'est un fait, sur tous ces sujets de tension, Emmanuel Macron a tenu bon, quitte à concéder ici et là quelques aménagements à la marge", constate Nicolas Beytout dans L'Opinion.

Pour Dominique Jung des Dernières Nouvelles d'Alsace, "la bifurcation n'est pas dans les habitudes d'Emmanuel Macron. Ni le louvoiement. Ni la négociation si elle doit dévitaliser le projet initial".

"Droit dans ses bottes, calé sur ses rails, le chef de l'État ne cédera rien aux cheminots en grève pas plus qu'aux retraités ponctionnés par la CSG", note Denis Daumin dans La Nouvelle République du Centre ouest.

"Grève ou pas grève, le train Macron est lancé à pleine vitesse. Vouloir le ralentir, c'est peine perdue", résume Bruno Dumortier dans L'Est Eclair. AFP 13 avril 2018

En complément

Liberation - «Les gens qui, aujourd'hui, manifestent [...] sont des gens qui occupent illégalement des territoires publics ou privés. Ils n'ont plus de raison de le faire, il n'y aura pas d'aéroport. Donc,

depuis le début de la semaine, [...] on rétablit l'ordre républicain. L'opération est arrivée à un point où tout ce qui était évacuable a été évacué.» Liberation.fr 13 avril 2018

- Macron fustige "les professionnels du désordre" dans les universités - Reuters

- Macron prévient les étudiants: "Pas d'examen en chocolat" - Reuters

«Qu'il y ait du débat, c'est une bonne chose. Dans beaucoup d'universités occupées, ce ne sont pas des étudiants mais des agitateurs professionnels, des professionnels du désordre. Les étudiants doivent comprendre une chose : s'ils veulent avoir leurs examens en fin d'année, ils doivent réviser. Car il n'y aura pas d'examens en chocolat dans la République.» Liberation.fr 13 avril 2018

- Macron : «n'ayez pas de craintes illégitimes» - Liberation.fr 13 avril 2018

«Aller au bout, oui, parce que nous devons faire cette réforme. On a besoin d'un chemin de fer français fort. La réforme va le renforcer. Ce sera une entreprise publique à capitaux 100 % publics. Ce sera dans la loi. [...] La dette sera progressivement reprise, au fur et à mesure que les réformes se feront. [...] Je dis aux syndicats : n'ayez pas de craintes illégitimes.» Liberation.fr 13 avril 2018

- "Il y a des inquiétudes. Elles sont légitimes et je les entends", a-t-il assuré à Jean-Pierre Pernaut - AFP 12 avril 2018

La réponse.

- Macron à TF1 : un Français au courant sur deux l'a trouvé convaincant - AFP 14.04

L'impact de l'interview d'Emmanuel Macron à TF1 semble mitigé, avec un Français qui l'a vu ou en a entendu parler sur deux qui l'a trouvé convaincant et autant d'un avis contraire, selon un sondage Odoxa diffusé vendredi. AFP 14.04

- L'image d'Emmanuel Macron s'est dégradée après son interview sur TF1, selon un sondage - Franceinfo 14.04

52% des Français ayant vu l'interview d'Emmanuel Macron jeudi sur TF1, ou qui en ont entendu parler, n'ont pas trouvé le président convaincant, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo publié vendredi. Franceinfo 14.04

- Des cheminots tout aussi déterminés que le Président - Liberation.fr

- La Gare du Nord passe à la grève reconductible 7 jours sur 7 - Liberation.fr 13.04

La gare du Nord fait sécession en décidant de sortir du calendrier de grèves perlées qui avait été décidé par les organisations syndicales. Liberation.fr 13.04

- A Montparnasse, les agents de nettoyage solidaires des cheminots - Liberation.fr 13.04

Dans la gare parisienne, les «gilets bleus», employés par des sous-traitants de la SNCF et souvent plus précaires que leurs «collègues», appuient la contestation. Liberation.fr 13.04

Et les briseurs de grèves...

- SNCF: le trafic encore perturbé samedi, les syndicats veulent "des négociations approfondies" - AFP 13.04

L'intersyndicale CGT-Unsa-SUD-CFDT a demandé vendredi dans un communiqué "l'arrêt du processus législatif en cours" pour réformer la SNCF et "l'ouverture de négociations approfondies", appelant les cheminots à "amplifier" la mobilisation.

Plusieurs caisses de grève ont été ouvertes pour soutenir les cheminots, dont une, lancée par une trentaine d'intellectuels a recueilli plus de 730.000 euros.

Le taux de grévistes s'établissait dans la matinée à 22,5%, selon la SNCF. Ce taux atteignait 38% pour les personnels indispensables à la circulation des trains, avec 66% des conducteurs, 60% des contrôleurs et 29% des aiguilleurs grévistes. Des chiffres tous en baisse. AFP 13.04

- A Tolbiac, rien ne bouge - Liberation.fr 13.04

Alors que le préfet s'est opposé à la manière forte pour lever le blocage de la fac, les étudiants restent mobilisés. Liberation.fr 13.04

- La Sorbonne: empêchés de tenir leur AG, les étudiants décident en direct d'occuper l'établissement - Le HuffPost 13.04

La grogne continue chez les étudiants. Ce jeudi 12 avril, ce sont ceux de la Sorbonne qui ont décidé de se réunir en assemblée générale avec plusieurs autres établissements, pour se mobiliser contre la sélection à l'entrée des universités. Mais depuis 16 heures, plusieurs CRS bloquent l'entrée de la faculté.

Comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête de l'article, Le HuffPost s'est rendu sur place et a pu filmer en direct le communiqué lu à l'oral par les élèves, qui ont décidé, face à la répression policière, mais aussi au refus du rectorat de laisser entrer les 300 personnes dehors, d'occuper les locaux jusqu'à nouvel ordre.

Les étudiants ont finalement été évacués de la Sorbonne dans la soirée par les forces de l'ordre. Le HuffPost 13.04

- La Tour Eiffel fermée ce vendredi en raison d'un mouvement social - AFP 13.04

La Tour Eiffel est fermée au public ce vendredi en raison d'un arrêt de travail du personnel de l'entreprise chargée de la sécurité, a annoncé la Société d'exploitation du monument parisien dans un communiqué. AFP 13.04

Un dernier complément

- Tarnac: dix ans après, Julien Coupat et Yildune Lévy relaxés - Liberation.fr 13.04

Le tribunal correctionnel de Paris a prononcé une relaxe quasi générale dans l'affaire dite de Tarnac. Liberation.fr

[Populisme. Notre ennemi, il n'est pas à Bruxelles, mais à l'Élysée, à Matignon, à l'Assemblée nationale, à la Bourse.](#)

- Les Insoumis, Podemos et le Bloc de gauche lancent un mouvement européen - Le Parisien 13 avril 2018

La France insoumise, Podemos et le Bloc de gauche (Bloco de Esquerda), représentants de la gauche radicale en France, en Espagne et au Portugal, ont annoncé jeudi à Lisbonne le lancement d'un mouvement européen commun.

L'ancien candidat à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, Pablo Iglesias (secrétaire général de Podemos) et Catarina Martins, coordinatrice du Bloc de gauche, ont signé un manifeste intitulé «Maintenant le Peuple ! Pour une révolution citoyenne en Europe».

«L'heure est arrivée de rompre avec le carcan des traités européens qui imposent l'austérité et favorisent le dumping fiscal et social. L'heure est arrivée que ceux qui croient en la démocratie franchissent une nouvelle étape pour rompre cette spirale inacceptable», écrivent-ils.

« Nous lançons un appel aux peuples d'Europe pour qu'ils s'unissent sur la tâche qui consiste à construire un mouvement politique international, populaire et démocratique pour organiser la défense de nos droits et la souveraineté de nos peuples face à un ordre ancien, injuste et en échec qui nous emmène droit au désastre », poursuivent-ils. «Nous en avons assez d'espérer. Nous en avons assez de croire ceux qui nous gouvernent depuis Berlin et depuis Bruxelles. Nous mettons la main à l'ouvrage pour construire un nouveau projet d'organisation pour l'Europe. Une organisation démocratique, juste et équitable qui respecte la souveraineté des peuples », affirment-ils encore.

Hamon et Varoufakis ont aussi créé leur mouvement

Les trois formations politiques lancent cette initiative quelques semaines après que l'ancien ministre des Finances grec Yanis Varoufakis et l'ex-candidat à la présidentielle socialiste Benoît Hamon ont invité les gauches européennes à unir leurs forces pour promouvoir une Europe qui rompe avec l'austérité.

Interrogé vendredi matin par la revue Regards, sur ce qui le sépare de Jean-Luc Mélenchon, Yanis Varoufakis a répondu que leur principal point de désaccord concernait la « stratégie » et la « tactique ». « Nous sommes de fervents défenseurs du plan A. Nous avons besoin d'un plan A pour l'Europe (...) Jean-Luc se concentre sur le plan B, sur ce qui se passerait si l'Union européenne disparaissait », a-t-il expliqué. Le Parisien avec AFP 13 avril 2018

Il a raison d'employer le conditionnel s'agissant d'une déclaration sans lendemain ou qui ne coûte rien, surtout après l'avoir contredite à de nombreuses reprises dans le passé.

Il y a ceux qui désignent aux peuples un ennemi ou en fabrique un si besoin est, le communisme, l'URSS, les talibans, les terroristes d'Al-Qaïda ou de Daesh, la Russie, vous pouvez ajouter à un autre niveau les racistes, les xénophobes, les homophobes, les hommes, les chômeurs, les jeunes, les vieux, les malades, les conservateurs, l'extrême gauche, etc. mais aussi le sel, le sucre, le pinard, la drogue, etc. mais pas l'argent, le profit, les armes, les écrans, les jeux vidéos, les réseaux numériques, les médias...

Et il y a ceux qui désignent aux peuples un ennemi ou en fabrique un si besoin est, l'UE par exemple à défaut d'affronter Macron et les institutions de la Ve République, le Medef, l'oligarchie, le capitalisme...